





DÉVELOPPEMENT DURABLE

4

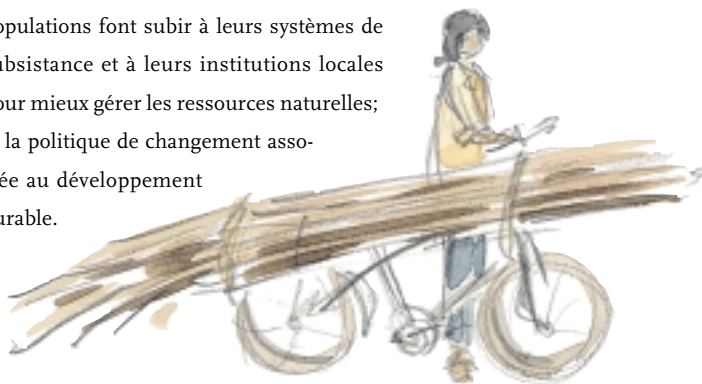
INTRODUCTION

L'intérêt de l'Institut pour une conception unifiée du développement ne s'arrête pas aux dimensions économiques et sociales du développement et englobe aussi les aspects environnementaux. Entre les années 70 et la fin des années 90, les rapports entre environnement et société ont fait l'objet de 15 projets de recherche. L'intégration des aspects environnementaux dans l'analyse des problèmes sociaux a été l'un des aspects des travaux consacrés dans les années 80 au thème Systèmes alimentaires et société. Ces travaux visaient à appliquer les connaissances livrées par la théorie des systèmes et à comprendre les situations d'insécurité alimentaire en étudiant les interactions entre systèmes sociaux, économiques et environnementaux (García 1985; Tudela 1989). Cette démarche était inhabituelle dans les recherches sur les problèmes alimentaires, souvent compartimentées en plusieurs disciplines et domaines politiques. Elle a aussi révélé les importants compromis et contradictions qui caractérisent diverses politiques gouvernementales (Barraclough 1991; Savané 1992).

Les recherches sur les questions environnementales ont pris une ampleur considérable au début des années 90 avec l'attention accrue accordée par la communauté internationale à la question du développement durable. Cette expression, popularisée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (ou Commission Brundtland) et reprise à l'échelle mondiale

par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992, devait désigner une approche nouvelle et plus intégrée du développement. En pratique, cependant, l'attention des responsables politiques et des militants s'est surtout portée sur les questions de l'environnement et sur les interventions visant à le protéger. Les dimensions sociales, politiques et structurelles du développement durable, qui sont d'une importance cruciale pour comprendre les causes et les perceptions de la dégradation environnementale, les politiques à suivre, les projets comme formes d'intervention, de même que les réactions de la population aux altérations de l'environnement et au changement social, ont souvent été négligées (UNRISD 2002a).

Dans ses recherches, l'UNRISD a étudié en particulier les conséquences de la dégradation et de la protection de l'environnement sur diverses catégories sociales; les relations entre la dégradation de l'environnement et les politiques et processus de développement; les adaptations que les populations font subir à leurs systèmes de subsistance et à leurs institutions locales pour mieux gérer les ressources naturelles; et la politique de changement associée au développement durable.



LES RAPPORTS ENTRE SOCIÉTÉ ET ENVIRONNEMENT

Pour comprendre les causes de la dégradation de l'environnement, ainsi que les raisons de la réussite ou de l'échec de telles politiques et de tels projets, il est crucial d'examiner un large éventail de liens entre l'environnement et la société (Ghai 1994). Il est important en particulier de ne pas se contenter d'explications simplistes qui ne font référence qu'à une seule cause. La dégradation de l'environnement résulte généralement d'un ensemble de facteurs, souvent liés à certains processus de modernisation; de types de croissance économique et de modes de production, de consommation et d'intégration du marché; et de la marginalisation de certaines catégories sociales réduites à l'impuissance (Utting 1993; voir aussi encadré 4.2). Les explications qui rendent responsables par exemple la croissance démographique, la pratique de l'écobuage par les agriculteurs, ou les pasteurs nomades risquent d'aboutir à des prescriptions politiques trop étroites et donc inefficaces (Ghimire 1993; Barraclough et Ghimire 2001).

Le déboisement et d'autres formes de dégradation de l'environnement surviennent fréquemment lorsque l'usage des ressources et la prise de décision touchant à la gestion des ressources naturelles échappent au contrôle des communautés locales. De nombreux systèmes de gestion des

ressources, notamment l'agriculture sur terres défrichées et les régimes de propriété en commun, qui ont apporté au fil de l'histoire une certaine sécurité sociale et environnementale, se sont effondrés, souvent à la suite de la privatisation, de la colonisation de terres incultes et d'une concentration des terres.

Dans certaines régions d'Afrique, le pastoralisme est menacé, surtout là où les précipitations sont en baisse, où les pacages sont privatisés ou transformés en cultures et où l'on tente de sédentariser les populations nomades (Lane 1998). Les recherches de l'UNRISD ont discrédité la thèse selon laquelle le pastoralisme est désuet, inefficace et dangereux pour l'environnement. Au contraire, il présente d'importants avantages économiques et sociaux dans de nombreuses régions et constitue un système de production qui préserve mieux les ressources des terres sèches que n'importe quelle autre option.

Les institutions, processus et politiques qui agissent à différents niveaux ont tous une incidence sur l'environnement local. Tout ce qui se passe au niveau local affecte la dynamique régionale, nationale et internationale et en subit le contre-coup. On peut faire beaucoup au niveau local pour améliorer les systèmes de gestion des ressources naturelles, mais l'appui des institutions et la cohérence des politiques prises aux niveaux supérieurs ont aussi leur importance. Les cours mondiaux des produits de base, les taux d'intérêt,

Encadré 4.1—Comprendre la dégradation de l'environnement

Une étude de l'UNRISD sur le déboisement de la région montagneuse du Totonicapan au Guatemala a montré à quel point la dégradation de l'environnement était un phénomène complexe. Dans cette région où la population est relativement dense, un système d'institutions communales avait réussi tout au long de l'histoire à préserver les forêts. Il a suffi, cependant, que les ressources naturelles soient plus sollicitées et qu'une institution change pour que le système soit fortement ébranlé. Aux arrangements coutumiers s'est peu à peu substituée une réglementation publique qui est restée largement inappliquée. Les structures communautaires et les mesures de régulation traditionnelles se sont révélées inefficaces face à l'expansion des activités économiques clandestines centrées sur l'exploitation des produits forestiers. L'Etat les a encore affaiblies en ne garantissant pas les droits communautaires et coutumiers, en appliquant la loi de façon discriminatoire envers les populations indiennes et en soutenant les activités sylvicoles clandestines.

La croissance démographique, qui a accentué la pression sur les ressources naturelles, et plus encore la crise des systèmes de subsistance traditionnels et de l'économie locale ont parachevé les effets de ces changements institutionnels. Les familles ont eu plus de peine à tirer leurs revenus, leur nourriture et leur bois de chauffage d'activités diversifiées. Enfin, les recettes et les profits, qui auraient dû stimuler l'économie locale, loin de profiter à la région avaient tendance à la fuir.

Source: Utting 1993, d'après une étude de cas d'Ileana Valenzuela.

les subventions et autres politiques fiscales, les stratégies d'expansion agricole, par exemple, affectent sensiblement la capacité de ceux qui utilisent ces ressources locales d'adopter des pratiques viables en matière de gestion des ressources (Diegues 1992; Barraclough et al. 1997).

Une étude sur les rapports entre population et environnement au Pakistan a révélé en quoi le jeu du marché et les politiques gouvernementales ont contribué à l'effondrement du système local de prise de décision collective (Amalric et Banuri 1995). «Déresponsabilisés», les individus, ménages et collectivités locales ne se sont plus sentis obligés ou en mesure de réagir face aux problèmes de la dégradation de l'environnement. Dans de tels cas, il faut faire renaître le sens de la responsabilité sociale avec l'aide des autorités locales, du système judiciaire et d'institutions citoyennes.

Le développement économique a souvent pour effet d'affaiblir les systèmes traditionnels de gestion des ressources et le savoir autochtone. Mais dans certains contextes, les formes commerciales et coutumières de la production vivent en bonne intelligence. Une étude de l'UNRISD sur les îles Salomon, par exemple, a montré que les institutions et systèmes traditionnels de gestion des ressources étaient sous pression mais que certaines communautés locales étaient parvenues à intégrer le développement commercial à leurs coutumes. Avant d'en arriver là, elles avaient dû

participer activement à la négociation des règles régissant l'exploitation des ressources et adapter leurs modes d'organisation sociale et leur division du travail (Hviding et Baines 1992). De même, les recherches de l'UNRISD sur le tourisme national et régional dans les pays en développement ont mis en évidence des exemples au Brésil, au Mexique, en Afrique du Sud et ailleurs où les communautés locales ont bénéficié de l'expansion du tourisme qui avait pour effet de renforcer la protection de leur environnement, leurs moyens d'existence et la culture locale (Ghimire 2001b).

Les répercussions sociales de la dégradation de l'environnement revêtent des formes multiples. Ce qu'il faut retenir surtout, c'est

que les moyens d'existence et la capacité de production de la population pâtissent directement de l'épuisement et de l'utilisation abusive des ressources naturelles dont ils dépendent. Au changement doivent répondre de nouvelles formes de travail. Le déplacement des individus et communautés qui désertent les régions dégradées crée des tensions économiques et psychologiques. La raréfaction des ressources naturelles, trop demandées ou sollicitées par des usages concurrents, et l'expansion d'activités illicites axées sur l'exploitation des ressources naturelles, en particulier des forêts et de la faune, peuvent aboutir à des conflits sociaux, avoir de graves conséquences sur la santé et entraîner une dégradation de l'état nutritionnel. Les recherches menées par l'UNRISD en Inde, au Kenya, en Malaisie et au Mexique sur les conséquences sexospécifiques de la destruction de l'environnement ont montré que, souvent, certaines formes de dégradation de l'environnement touchent particulièrement les femmes (voir encadré 4.2) à cause de leurs attributions mêmes—préparer les repas, aller chercher l'eau et ramasser le bois de chauffage et soigner les membres de la famille (Ghai 1994; Heyzer 1996).



Encadré 4.2—Les femmes et l'environnement

Au Sarawak, en Malaisie, le déboisement est en train de changer des aspects fondamentaux des modes de vie des Penans et des Kelabits, deux communautés qui vivent de la rivière, des ressources de la jungle et de la terre. L'activité des sociétés d'exploitation forestière a eu des conséquences graves sur tous les membres de ces communautés, mais surtout sur les femmes dont les perspectives économiques sont par ailleurs limitées, plus que celles des hommes, et qui sont extrêmement tributaires de l'environnement. Leurs responsabilités ménagères leur font ressentir immédiatement les effets des atteintes à l'environnement. Lorsque la pénurie des ressources naturelles essentielles s'aggrave et que celles qui restent se dégradent, leur charge de travail s'alourdit, leur état nutritionnel et leurs revenus diminuent et les problèmes de santé liés à l'environnement deviennent plus fréquents.

A mesure que les ressources s'amenuisent, les communautés autochtones ont forcément plus besoin de l'économie de marché pour vivre. Les contacts avec le monde extérieur passent essentiellement par les hommes. Singulièrement, certaines femmes souffrent aussi de l'hostilité de la communauté au changement social. Les personnes âgées, en particulier, s'en prennent à l'indépendance des femmes, croyant ainsi préserver l'intégrité de la communauté.

Source: Heyzer 1996.

LES SOLUTIONS TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES

Comment protéger l'environnement et en arrêter les processus de dégradation? Les institutions de développement établies ont tendance à miser à l'extrême sur les solutions techniques et institutionnelles telles que les semences miracle, les organismes génétiquement modifiés, les zones protégées et diverses innovations liées à «l'efficacité».

Sur le plan conceptuel, la foi dans les solutions techniques se situe dans le droit fil de certains courants de la théorie de la modernisation—l'idée que le progrès passe essentiellement par la technologie, la croissance économique, une planification et des interventions politiques rationnelles, ou que le passage de la société traditionnelle à la société moderne se fait par une évolution linéaire. Récemment, la version écologique de la théorie de la modernisation a souligné l'importance de l'innovation technologique et des scénarios dans lesquels on gagne sur tous les tableaux; les possibilités de collaboration et de partenariat entre les ONG, les entreprises et le gouvernement; et la capacité des entreprises à résoudre les problèmes environnementaux sans qu'il soit nécessaire de transformer fondamentalement les institutions économiques, politiques et sociales en place (Utting 2002a).

«LES SESSIONS
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
DE L'UNRISD DANS
LES ANNÉES 90
RESSEMBLAIENT
À DES SÉMINAIRES.
UN À UN, LES MEMBRES
DU PERSONNEL
PRÉSENTAIENT LEURS
RECHERCHES EN
COURS ET, AVEC LES
CONTRIBUTIONS DES
MEMBRES DU CONSEIL,
DE NOUVEAUX PROJETS,
PROGRAMMES ET
STRATÉGIES PRENAIENT
FORME. L'UNRISD
RÉUSSISSAIT, MALGRÉ
UN BUDGET TRÈS
SERRÉ ET INCERTAIN,
À RECRUTER DES
CHERCHEURS ENGAGÉS,
COMPÉTENTS ET

PRODUCTIFS AUX
QUATRE COINS
DE LA TERRE.
SES RECHERCHES ONT
SOUVENT PRÉCÉDÉ,
PRÉPARÉ ET FAIT
ACCEPTER LES THÈMES
ET L'ORDRE DU JOUR
DE LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE.
IL S'EST TOUJOURS
INTÉRESSÉ AUX GENS,
AUX RÉALITÉS SUR
LE TERRAIN, AUX
CONSÉQUENCES
LOCALES DE
LA «POLITIQUE DES
HAUTES SPHÈRES».»

INGRID EIDE,
ANCIENNE CONSEILLÈRE
SPÉCIALE SUR LES AFFAIRES
DE L'UNESCO,
MINISTÈRE DE LA CULTURE,
NORVÈGE

Les travaux de l'UNRISD sur la Révolution verte ont contesté certains de ces postulats. Dans les années 60, des variétés de céréales à haut rendement ont été largement introduites dans de nombreux pays en développement, suivies de tout le cortège d'intrants associés à cette nouvelle technologie. Pendant toutes les années 70, l'UNRISD a étudié les effets de la Révolution verte dans sept pays d'Asie, quatre d'Afrique et quatre d'Amérique latine (Dumont 1971; Pearse 1980). Les conclusions ont non seulement éveillé de sérieuses craintes pour l'environnement, mais aussi contesté l'idée, alors très répandue, de la «neutralité d'échelle» de la nouvelle technologie et des bénéfices que pouvaient en retirer l'ensemble des céréaliers. En fait, les effets variaient considérablement selon le type de société rurale et de structure agraire. Certains producteurs bénéficiaient effectivement de la nouvelle technologie qui voyaient leurs rendements et donc leurs revenus augmenter. Toutefois, là où l'accès aux ressources agricoles était très inégal, les petits producteurs de cultures commerciales et les paysans sans terre risquaient d'être délogés ou encore plus défavorisés. Ces recherches signalaient aux politiques la nécessité d'abandonner leur foi aveugle dans les solutions technologiques pour reconnaître l'importance de s'attaquer aux inégalités rurales et d'encourager les stratégies de développement venant des paysans eux-mêmes. Là où cela a été fait, en Chine et au Japon, par exemple, un large éventail de producteurs agricoles ont pu tirer de ces améliorations technologiques

d'importants avantages économiques et sociaux liés à l'augmentation de leur production.

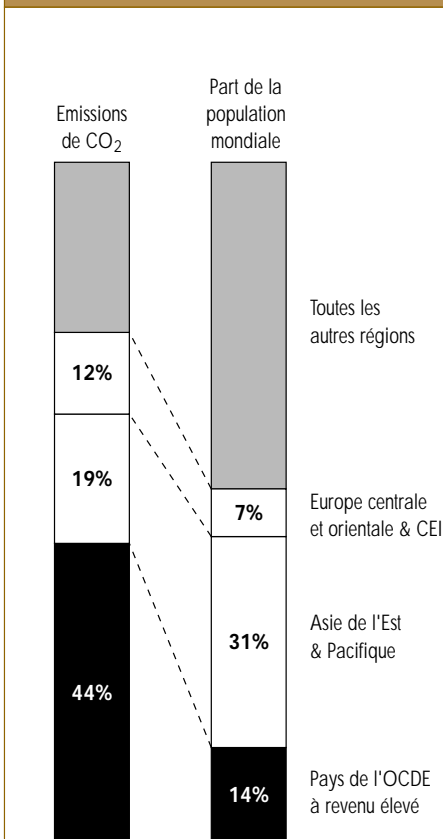
Dans les années 80 et au début des années 90, une autre intervention assez classique avait la faveur des gouvernements et des institutions internationales: la création de réserves et de parcs nationaux pour protéger les forêts et les espèces menacées et la biodiversité en général. Ce faisant, on négligeait souvent les besoins et les droits des populations locales et de ceux qui vivent des ressources locales. Dans les années 90, l'UNRISD a entrepris de vastes recherches sur les zones protégées dans les pays en développement. Les travaux ont montré que, lorsqu'on tentait de gérer et de protéger de la sorte les ressources naturelles, on créait des tensions tant sur le plan social qu'environnemental. De nombreux parcs nationaux et réserves ont contribué à la préservation des forêts et des écosystèmes mais ils ont souvent ignoré les moyens d'existence, la culture et les systèmes locaux de gestion des ressources naturelles et exclu la population locale des processus décisionnels (Ghimire et Pimbert 1997). Les coûts et les bénéfices des systèmes de préservation ont été souvent répartis de manière inégale et même régressive. Et lorsqu'elle en subit les conséquences, la population risque de réagir de manière très néfaste à l'exécution des politiques et des projets de protection de l'environnement (Utting 1993). Apathie, refus de coopérer avec le personnel du projet, activités illicites et même violence sont quelques exemples de réaction. Si

l'on veut réduire ce genre de problèmes dans les programmes de protection de l'environnement, il faut se poser les questions suivantes: comment les bénéfices vont-ils se répartir entre individus et groupes? Qui en supportera les coûts? Comment ces coûts seront-ils compensés? Quelles solutions de rechange y a-t-il pour ceux dont les moyens d'existence sont touchés et comment associer activement la population locale aux processus décisionnels qui la concernent? (Barraclough et Ghimire 1995).

Contrairement aux approches habituelles qui privilégient les interventions extérieures de grande ampleur, l'UNRISD, dans une grande partie de ses travaux, a insisté sur le rôle de la base dans l'action environnementale, autrement dit sur les efforts déployés par la population locale pour contrôler, gérer et protéger les ressources naturelles dont dépend son existence matérielle et culturelle (Ghai et Vivian 1992; Friedmann et Rangan 1993; Gadgil et Guha 1995). Non seulement les pauvres et les communautés sont en droit de défendre leurs moyens d'existence et la base de leurs ressources naturelles mais ces formes de défense sont souvent une façon pragmatique d'assurer un développement durable. Il a, cependant, mis en garde contre une vision romantique des initiatives et actions locales, conscient que le manque de ressources et d'organisation, les intérêts, valeurs, conflits et structures risquaient d'en compromettre le succès (Blaikie et Jeanrenaud 1996). En fait, une grande partie des recherches

de l'Institut sur l'environnement et le développement durable a tourné, implicitement et explicitement, autour de la relation entre «structures» et «agence». Elles ont conduit à conclure que l'action au niveau local avait une assez grande marge de manœuvre car elle pouvait revêtir diverses formes mais que les possibilités d'initiatives locales et leurs résultats dépendaient essentiellement d'aspects structurels tels que les relations sociales, les stratégies de développement nationales et les modes internationaux de production et de consommation (Barraclough et Ghimire 1995).

FIGURE 4.1
LES ÉMISSIONS DE DIOXYDE
DE CARBONE PAR RÉGION



Source: PNUD 2002:28.

APPLICATION DE NOUVEAUX CONCEPTS ET APPROCHES

Une puissante combinaison de facteurs—notamment la mobilisation de la société civile, l'échec de projets, des revirements idéologiques et des études scientifiques—a obligé de nombreuses institutions nationales et internationales de développement à repenser leur façon d'aborder la gestion des ressources naturelles dans les années 90. Les limites des approches ponctuelles et autoritaires de la protection de l'environnement sont apparues de plus en plus évidentes. De nombreux organismes de protection de l'environnement, de développement et de financement ont donc changé de vocabulaire et adopté diverses expressions et notions telles que celles de gestion communautaire des ressources naturelles, de participation, d'autonomisation, de décentralisation et, bien entendu, de développement durable.

Mais quelles incidences ces notions ont-elles eu sur la pratique? Les institutions en place ont-elles vraiment changé d'approche? L'UNRISD a cherché à répondre à ces questions en examinant les progrès réalisés à la suite du Sommet de la Terre de 1992 et du Sommet social de 1995. Les conclusions des recherches indiquent qu'il y a souvent un abîme entre le discours et la pratique des institutions internationales, des gouvernements et des sociétés transnationales. Certaines sont plus

habiles à adopter le discours des militants sociaux et des écologistes qu'à revoir en profondeur leur façon de procéder.

Dans le monde entier, les organismes de développement parlent maintenant de développement durable. Cette notion rappelle utilement à la communauté internationale que le développement ne se réduit pas à la croissance économique; que certains modes de croissance et de modernisation génèrent des coûts sociaux et environnementaux inacceptables et que les interventions de développement et les politiques macroéconomiques doivent être beaucoup plus sensibles à leurs effets sociaux et environnementaux (UNRISD 2000e).

Les significations données à cette expression, cependant, varient énormément. Il arrive encore parfois qu'elle désigne essentiellement la protection de l'environnement. Souvent, elle n'évoque guère plus qu'une vague amélioration dans les domaines social, économique et environnemental. En pratique, les efforts déployés par les institutions dans la promotion du développement durable sont contrastés. Cela est dû en partie au fait que le profil organisationnel des organismes d'aide—c'est-à-dire leur méthode de prise de décision, la classe et les origines culturelles et professionnelles de leur personnel et le mode de mobilisation de leurs ressources—fait obstacle à une véritable mise en pratique de notions comme celles de développement durable ou de dévelop-

pement centré sur l'humain. De nombreuses organisations internationales de développement et de financement sont responsables devant les gouvernements et trouvent leurs principaux soutiens ailleurs que chez les pauvres, ruraux ou citadins. L'accent mis sur des projets acceptables par les banques peut étouffer la part d'innovation et de prise de risque que comportent des approches nouvelles ou différentes du développement (Barraclough 2001).

Beaucoup de pays ont revu leur façon de procéder pour aborder la protection de l'environnement dans un plus grand souci de l'humain. Au Sénégal, par exemple, ce changement de perspective a eu des résultats notables: prise de décision par consensus, cohérence des politiques et rôle plus important des organisations de la société civile et de la base au développement national et local (Utting et Jaubert 1998). Pourtant, les progrès se sont arrêtés là, et cela pour diverses raisons. On peut s'inquiéter en particulier de voir que la politique nationale changeait à mesure qu'évoluaient la réflexion et le regard porté au niveau international sur la protection de l'environnement et les priorités du développement. L'affaiblissement de l'administration publique (associé aux programmes d'ajustement structurel) et les conséquences inattendues de la décentralisation ont aussi entravé l'application concrète des approches participatives. Dans certaines zones, la décentralisation a créé de nouveaux sièges du pouvoir et réseaux de clientélisme qui

sont sources de querelles intestines et entraînent des détournements de ressources.

Des recherches plus vastes menées en Afrique ont montré que, si les gouvernements et les institutions internationales encouragent la décentralisation, les entités locales qui ont vu s'étendre leurs responsabilités en matière de gestion des ressources naturelles, ne rendent guère de comptes à la population et ne sont pas investies d'un pouvoir et de moyens suffisants (Ribot 2002). Ce déséquilibre entre le transfert des responsabilités et le transfert des ressources financières et autres au niveau local a été également constaté dans plusieurs contextes urbains et ruraux en Asie du Sud-Est (Atkinson 2000). Aux Philippines, par exemple, la décentralisation s'est parfois soldée par un certain recul de l'intérêt des milieux officiels pour la question de la déforestation. Si des progrès considérables ont été accomplis dans la sensibilisation du gouvernement central aux questions écologiques, ces progrès restent encore à faire au niveau local, où les autorités ont souvent d'autres priorités (Severino 1998).

Si l'on place l'humain au centre de la protection de l'environnement, il faudra bien entendu que change aussi la mentalité des professionnels et techniciens associés à la conception et à la mise en œuvre des politiques et des projets. Les recherches de l'UNRISD sur les zones protégées et la gestion durable des forêts, par exemple, ont montré que nombre d'institutions

et leur personnel sont maintenant convaincus de l'intérêt des questions relatives aux moyens d'existence, aux droits des populations autochtones et au savoir local. De plus en plus, les institutions de développement et de protection de l'environnement reconnaissent que la participation et l'autonomisation sont importantes pour la conception et l'exécution d'initiatives de protection de l'environnement de toutes sortes parce qu'elles permettent de rétablir l'équilibre entre protection de l'environnement et bien-être des populations et obligent les politiques et institutions à tenir compte des priorités et des besoins des groupes défavorisés.



En pratique, cependant, la participation consiste souvent à consulter la population locale et à dialoguer avec elle selon des règles fixées en grande partie par des agents extérieurs ou à l'encourager à s'impliquer dans la gestion des ressources naturelles par l'offre d'avantages matériels (Pimbert et Pretty 1995). Cette participation revue et corrigée par les technocrates (Utting 2000b) passe à côté de l'essentiel en ignorant des aspects cruciaux de l'autonomisation qui consiste à donner aux groupes défavorisés plus d'influence et de pouvoir dans la prise des décisions qui les concernent (voir chapitre 5).

LA QUESTION DU POUVOIR

La dégradation de l'environnement résulte dans une large mesure d'une interaction complexe d'acteurs, de processus, de politiques et d'institutions de développement, qui dépasse les simples facteurs écologiques. De ce fait, elle est fortement déterminée par des choix politiques et l'on peut donc la combattre par des réformes politiques et institutionnelles, la mobilisation sociale et un rééquilibrage des forces sociales (Redclift 1992; Barraclough et Ghimire 1995).

Lorsqu'on admet que les changements environnementaux sont un processus éminemment politique, on est conduit à considérer les questions de conflit, de résistance, de négociation, d'alliances et de participation ainsi que d'organisation sociale et d'action collective comme cruciales dans le succès ou l'échec des interventions relatives à l'environnement. Comme l'ont montré les travaux de l'UNRISD sur la politique sylvicole aux Philippines, la réussite d'un programme participatif de protection de l'environnement ne tient pas seulement à sa rationalité technocratique, à la bonne volonté des responsables politiques et du personnel des organisations impliquées et aux ressources disponibles. Ce programme a aussi besoin d'appuis politiques assez forts pour pousser au changement et vaincre l'opposition et la résistance au changement. Pour parvenir à ce résultat, il faudra sans doute que des groupes

très divers se mobilisent et que se concluent et s'affirment des alliances jouissant d'une large assise (Utting 2000b).

Pour que le développement durable ait une chance, il faut que les groupes défavorisés fassent l'effort de se constituer en un électorat capable d'exiger des changements et de demander des comptes aux dirigeants locaux, nationaux et internationaux. Les recherches de l'UNRISD sur le pastoralisme en Afrique ont conclu que, s'il était impossible de revenir aux pratiques traditionnelles du passé, la défense de l'économie pastorale—et de ses avantages économiques, sociaux et environnementaux—résidait dans l'organisation des pasteurs et le mode de gestion des pacages qu'ils ont mis au point et qui est trop complexe pour être codifié et contrôlé par des gens de l'extérieur (Lane 1998).

La création et le financement d'un réseau d'organisations populaires informées se sont révélés des moyens efficaces de sensibiliser aux problèmes locaux de société et d'environnement et de susciter une réaction. Il ressort, cependant, des recherches sur l'action et les mouvements écologiques que les mouvements de la base sont parfois prisonniers d'une culture de l'opposition qui limite leur aptitude à faire avancer la cause du développement durable. Lorsqu'il existe des institutions qui permettent la consultation et la négociation et obligent le pouvoir à rendre des comptes à la base, il est important que ces mouvements

comprennent et actionnent les mécanismes de négociation politique qui leur permettront de réaliser leurs projets (UNRISD 1992).

Les travaux de l'UNRISD sur la contribution de la base au développement durable et sur son action pour la protection de l'environnement ont montré l'importance d'un espace démocratique où la population locale puisse dire et défendre ses droits et ses revendications (Ghai et Vivian 1992; Westendorff 2003). En dernière analyse, les projets et programmes de protection de l'environnement qui contribuent au développement durable n'ont pas seulement pour objet de protéger les ressources naturelles. Ils devraient aussi améliorer les moyens d'existence des populations et respecter leurs droits, renforcer les institutions démocratiques tenues de justifier leur action, favoriser l'autonomisation et promouvoir un développement soucieux d'équité et de justice sociale.